

Le « directoire » franco-allemand irrite la zone euro

Le rôle que s'est arrogé le tandem « Merkozy » dans la crise pèsera sur la réforme de la gouvernance des Dix-Sept

Bruxelles
Bureau européen

L'expression existe depuis l'été, mais elle fait florès en Italie : la « Merkozy », ou l'alliance Merkel-Sarkozy pour piloter la zone euro, suscite des tensions de plus en plus vives entre les Vingt-Sept. Royaume-Uni en tête, les pays hors de la zone euro s'inquiètent d'une Europe à deux vitesses, au moment où l'union monétaire entreprend des efforts désespérés d'intégration pour surmonter la bataille engagée avec les marchés. Ces efforts, impulsés par Paris et Berlin, sèment aussi le trouble parmi les dix-sept pays de l'euro à mesure que la crise s'aggrave.

Dernier exemple en date : l'Italie. Au bord du précipice, la Péninsule est placée sous quasi-tutelle du Fonds monétaire international (FMI), de la Commission et de la Banque centrale européenne (BCE), chargés de superviser son plan d'économies et de réformes. Elle s'offusque, surtout, de recevoir les conseils de gestion prodigués par Nicolas Sarkozy et par Angela Merkel. Pour ces derniers, il s'agit de muscler le gouvernement économique de l'union monétaire afin de donner des gages aux marchés, tout en tentant d'endiguer la contagion de la crise.

En plein sommet du G20, à Cannes, les deux dirigeants ont poussé, en vain, Silvio Berlusconi à accepter une aide financière du FMI et de la zone euro après l'avoir sommé, les jours précédents, d'amplifier sa politique d'austérité. Depuis, le président du conseil a démissionné sous la pression des marchés, pour être remplacé par Mario Monti, un technocrate désigné sans nouvelles élections.

En Italie, des personnalités de premier plan s'inquiètent d'une



Le président Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel, le 2 novembre, à Cannes. TOBY MELVILLE/REUTERS

perte de souveraineté de leur pays face à la double pression des marchés et des Européens, Paris et Berlin en tête. L'Italie « ne mérite pas de se retrouver dans la condition d'infériorité et de dépendance où [elle] a été conduite par une politique erronée », a déploré, dimanche, l'ancien président de la République Carlo Azeglio Ciampi, dans une lettre au quotidien économique *Il Sole 24 Ore*. La droite berlusconienne est très remontée, tout comme son alliée de la Ligue du Nord, mais le malaise est plus large : l'ancien président du conseil de centre gauche Romano Prodi s'est inquiété des « remous » suscités par le tandem franco-alle-

reconnait un haut fonctionnaire bruxellois. Dans l'ombre, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et celui de la Commission, José Manuel Barroso, se méfient eux aussi des dérives du « directoire » mis en place par Paris et Berlin.

Personne ne conteste le rôle d'impulsion joué par la France et l'Allemagne quand elles parviennent à se mettre d'accord. Mais l'agacement face aux « leçons » des deux dirigeants est d'autant plus vif dans les capitales du sud du continent qu'Angela Merkel est jugée, en raison de son attentisme, responsable de la contagion de la crise et de sa gestion chaotique par les Européens. Quant au président français, sa réputation en matière de rigueur n'est pas très établie, au moment où Paris tremble pour sa notation triple A et pour l'exposition de ses banques en Italie. « Au lieu de faire preuve de leadership ce sont souvent eux qui, en raison de leurs intérêts divergents, ont conduit à prendre des décisions trop tardives et insuffisantes depuis le déclenchement de la crise », juge l'eurodéputé écologiste belge Philippe Lamberts.

L'exaspération est perceptible dans les capitales des pays sous assistance, ou ceux qui craignent de le devenir

mand. Comme ce dernier « ne peut pas prendre de décisions, il tente de les imposer aux autres », a lâché cet ancien président de la Commission européenne.

L'exaspération est perceptible un peu partout dans les capitales des pays sous assistance, ou ceux qui craignent de le devenir, comme parmi les Etats qui font un effort inédit de solidarité, les Pays-Bas ou la Finlande. Sans parler des institutions européennes, qui vivent mal d'être transformées en simple secrétariat. « Ce qui gêne, c'est la mise en scène, en particulier du côté français, du duo franco-allemand, instrumentalisé par Nicolas Sarkozy pour protéger la France et préparer sa campagne électorale au détriment des institutions »,

La fronde risque de peser sur les débats engagés en vue de renforcer le gouvernement économique de la zone euro, au profit, peut-être, d'une approche plus communautaire et moins dépendante des soubresauts du tandem Paris-Berlin. « L'Europe, ce n'est pas deux pays qui imposent leurs vues », juge l'eurodéputé Sylvie Goulard (MoDem). Si on continue comme cela, le couple franco-allemand va la détruire. »

M. Prodi, comme d'autres partisans d'une Europe plus fédérale, s'appuie sur les événements récents pour soutenir la création d'obligations communes, dont l'Allemagne ne veut pas entendre parler. D'autres plaident pour démocratiser l'ensemble du gouvernement économique en cours de gestation, à l'heure où la crise suscite, en Italie, comme en Grèce, la chute de dirigeants et leur remplacement par des personnalités non issues d'élections. L'eurodéputé Alain Lamassoure (UMP) s'inquiète de la faiblesse du contrôle démocratique d'un gouvernement économique plus intégré, placé sous l'autorité des seuls chefs d'Etat et de gouvernement. Il suggère de réunir, avant les sommets de la zone euro, des « sommets parlementaires » rassemblant les eurodéputés et les députés nationaux. Mais sur le fond, il défend le rôle de Paris et Berlin dans la crise : « Les pays en situation de faillite et qui ont besoin de l'aide des autres ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. »

ALAIN SALLES

PHILIPPE RICARD

En Grèce, les critiques contre les « forces d'occupation » font florès

Athènes
Correspondance

Les coups de téléphone entre le premier ministre grec et Angela Merkel et Nicolas Sarkozy sont devenus un rituel soigneusement mis en scène par les médias grecs. Surtout depuis la fin de l'été, quand il est devenu patent que les entretiens relevaient davantage du remontage de bretelles que des congratulations pour Georges Papandréou.

Le rituel se poursuit. Son successeur, Lucas Papademos, s'est entretenu avec les dirigeants français et allemand (et avec les responsables de l'Union européenne) pendant

le week-end. La chancelière allemande et le président français ont insisté, selon un communiqué de l'Elysée, sur « l'urgence d'une mise en œuvre complète et intégrale de tous les engagements pris ». Les deux chefs de l'exécutif insistent à propos des 8 milliards d'euros qui doivent être versés avant le 15 décembre pour éviter la faillite : « Le versement de la prochaine tranche d'aide ne pourra intervenir que lorsqu'un pas décisif aura été accompli dans ce sens. »

Le quotidien *Ta Nea* (centre gauche) titrait, lundi 14 novembre, sur un « mauvais atterrissage pour Papademos », en évoquant des « pressions de Merkel-Sarkozy ».

La marge de manœuvre du gouvernement est des plus réduite. Après avoir lancé l'idée d'un référendum sur le nouveau plan d'aide à la Grèce, M. Papandréou a été convoqué au G20 de Cannes pour s'expliquer. Les entretiens ont été durs, surtout avec M. Sarkozy. Et le premier ministre est rentré avec une question, pour son référendum, dictée par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Le sentiment d'humiliation a contribué au rejet du référendum par les députés du Pasok.

Les Européens et le Fonds monétaire international n'ont pas l'intention de lâcher la bride du gouvernement grec. Après un

premier prêt de 110 milliards d'euros en 2010, ils se sont engagés à verser 130 milliards d'euros. Mais ils veulent vérifier que cet argent sert à quelque chose. L'accord du 27 octobre prévoit une surveillance renforcée du pays.

Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, avait mis les pieds dans le plat en juin, en expliquant que la Grèce devait se résigner à abandonner une partie de sa souveraineté économique et accepter la présence d'une *task force* européenne. Dans son discours d'investiture, lundi, M. Papademos a défendu le rôle de cette *task force* notamment pour restructurer l'administration.

Les critiques contre les « forces d'occupation » font florès, de l'Eglise orthodoxe au musicien Mikis Theodorakis, tandis que des caricatures représentent la chancelière en nazie. Une affiche du mouvement des « indignés », en juin, représentait une croix gammée formée par les étoiles du drapeau européen.

Une grande majorité de Grecs restent favorables au maintien dans l'Europe et dans la zone euro. Mais pour quelle Europe ? L'édition dominicale du quotidien de gauche *Eleftherotypia* titrait, le 13 novembre : « Ya-t-il une démocratie en Europe ? »



Breguet
Depuis 1775

www.breguet.com

BOUTIQUES BREGUET - 6, PLACE VENDÔME - PARIS +33 1 47 03 65 00 - 26, LA CROISSETTE - CANNES +33 4 93 38 10 22

M^{me} Merkel convainc la CDU que l'Europe est un « devoir » pour l'Allemagne

La motion adoptée en congrès par le parti de la chancelière allemande propose l'élection au suffrage universel du président de la Commission européenne

Leipzig (Allemagne)
Envoyé spécial

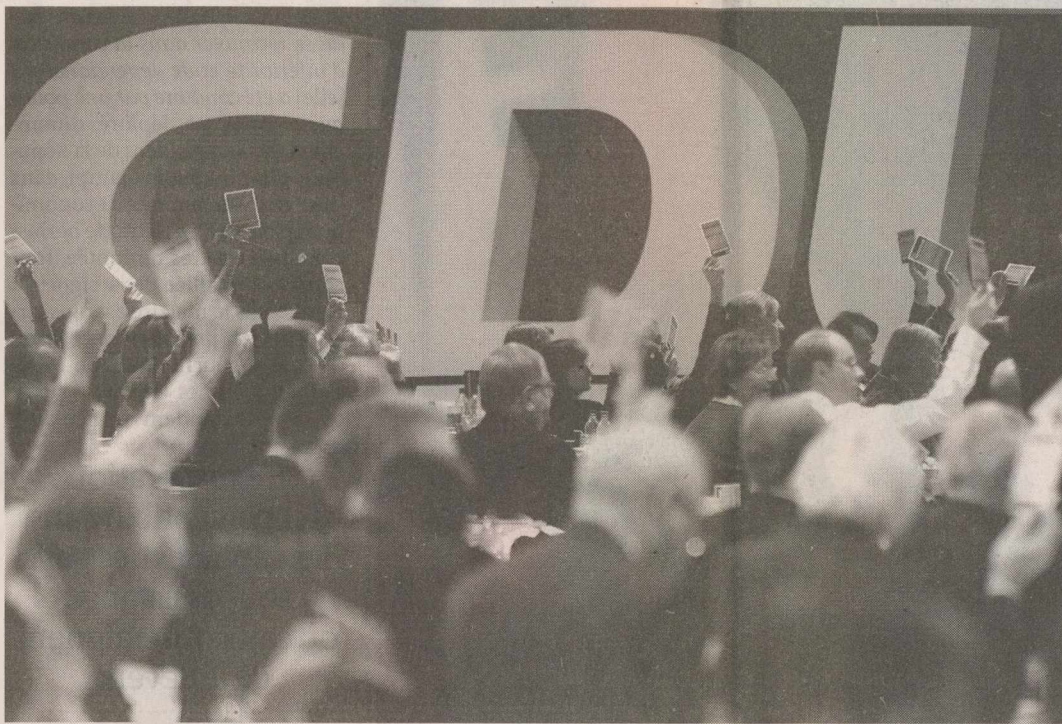
Réclamé depuis le mois d'août par les militants les moins convaincus par la politique d'Angela Merkel, le débat sur l'Europe organisé lundi 14 novembre, au premier jour du congrès de l'Union chrétienne-démocrate (CDU, droite), a tourné à l'avantage de la chancelière. La motion « Une Europe forte, un bon avenir pour l'Allemagne », présentée par la direction du parti, a été adoptée avec un score digne de l'ancienne Allemagne de l'Est : sur mille délégués, seuls neuf ont voté contre et dix se sont abstenus.

Dès leur entrée dans la salle du congrès, les militants savaient à quoi s'en tenir. Le slogan du 4^e congrès était sans ambiguïté : « Pour l'Europe. Pour l'Allemagne. » « J'aurais préféré l'inverse », maugréa une déléguée à la tribune. Mais pour Angela Merkel, l'engagement européen n'est pas un choix mais un « devoir », a-t-elle répété à six reprises durant les deux dernières minutes de son discours. Chaque génération politique a son défi à relever. Adenauer a dû bâtir l'Europe de la paix, Kohl réunifier l'Allemagne et l'Europe, « la mission de notre génération est maintenant de parachever l'union économique et monétaire en Europe et créer pas à pas une Union politique », a affirmé M^{me} Merkel.

L'ancienne étudiante en physique de l'université Karl-Marx de Leipzig (de 1976 à 1978) s'est faite pédagogue. Lorsque la République fédérale d'Allemagne a été créée, les Européens représentaient 20 % de la population mondiale. Aujourd'hui, à peine 7 %. La situation des Allemands est encore pire : dans les dix ans à venir, le nombre d'écopliers va diminuer de 30 %. L'Europe, ce n'est donc pas seulement la paix, c'est aussi la prospérité présente et à venir de l'Allemagne.

Vers l'équivalent d'un salaire minimum

La CDU avait trois vaches sacrées : le service militaire obligatoire, la politique nucléaire et l'autonomie des partenaires sociaux. La chancelière Angela Merkel a mis fin aux trois. Lundi 14 novembre, le congrès de la CDU a en effet approuvé à une très large majorité l'idée d'un salaire minimum. Contrairement à ce que souhaitent certains, celui-ci ne sera pas fixé



Vote des délégués au congrès de l'Union chrétienne-démocrate (CDU, droite), lundi 14 novembre. La réunion se tient à Leipzig, en Saxe, jusqu'à mardi. FABRIZIO BENSCH/REUTERS

« Neuf millions d'emplois dépendent directement de l'euro », a-t-elle lancé. Mais l'Europe va mal. Elle vit même « peut-être ses heures les plus difficiles depuis 1945 ». Il faut donc « parfaire la structure de l'Union européenne ». « Cela signifie : non pas moins d'Europe, mais plus d'Europe. » Il ne s'agit pas seulement de solidarité. Mais comme les soucis d'un pays sont les soucis de tous les autres, la responsabilité de chacun est l'affaire de tous. « Nous sommes tous une partie de la politique intérieure européenne. » Conséquence : pour ne plus avoir à subir ce que nous vivons aujourd'hui, il faut « un mécanisme de sanctions automatiques » contre les pays qui ne respectent pas les règles du pacte de stabilité ; il faut aussi que l'on puisse porter plainte contre ces Etats devant la Cour européenne

de justice et, enfin, que l'on « modifie les faiblesses du traité de Lisbonne à ce sujet ». C'est ce que la chancelière appelle une « percée pour une nouvelle Europe ».

« Nous sommes tous une partie de la politique intérieure européenne »

Angela Merkel

Jusqu'où peut aller cette percée ? A terme, assez loin. La motion sur l'Europe prévoit même d'élire le président de la Commission européenne au suffrage universel « pour donner un visage à l'Europe ». Une idée qu'a réussi à imposer Wolfgang Schäuble, le très europhile ministre des finances qui, comme la chancelière, a reçu une *standing ovation* de plusieurs minutes à la fin de son discours. Certes, ce n'est qu'un paragraphe dans une motion de plusieurs pages, mais le fait est désormais acté.

Angela Merkel s'est gardée de tout lyrisme. « Ce n'est pas une petite mission » qui nous attend, a-t-elle reconnu. Malgré les applaudissements, la chancelière est d'ailleurs apparue en permanence préoccupée et a pris grand soin de

ne froisser personne, ni en Allemagne (à part une flèche décochée contre les Verts) ni dans les autres pays européens.

Vis-à-vis de ses mandants, la présidente de la CDU a multiplié les références aux pères fondateurs pour mieux justifier les évolutions qu'elle impose à son parti. Alors que le précédent congrès de la CDU à Leipzig, en 2003, avait symbolisé le virage libéral du parti, celui de 2011 consacre son recentrage. « La CDU doit rester le grand parti du centre », a proclamé Angela Merkel, justifiant les multiples inflexions qu'elle impose à son organisation.

La fin du service militaire ? Une conséquence de la fin de la guerre froide. La fin du nucléaire civil ? Avec la catastrophe de Fukushima, au Japon, l'impensable s'est produit. La réorganisation de l'enseignement secondaire qui fait si peur à l'électorat conservateur parce qu'elle estompe les différences entre les différents cycles ? Une conséquence de la démographie du pays.

A écouter la chancelière, tout cela paraît non seulement logique mais nécessaire. On en oublierait presque que ce programme l'éloigne de ses partenaires de la coalition et la rapproche insensiblement des sociaux-démocrates et des écologistes. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Les Vingt-Sept tentent de s'accorder sur l'Iran

Certains Etats n'excluent aucune option, d'autres refusent de discuter d'une intervention

Bruxelles
Bureau européen

L'Iran après la Libye : les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) se préparent à afficher de nouveaux désaccords. Réunis lundi 14 novembre à Bruxelles, les Vingt-Sept devaient notamment examiner le récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) évoquant des soupçons de plus en plus précis quant à la mise au point, par Téhéran, d'une arme atomique. Ils se sont notamment divisés sur une éventuelle intervention militaire, qui serait l'une des conséquences possibles d'une poursuite, par l'Iran, de son programme.

Le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont dit, prudemment à ce stade, n'exclure aucune option pour empêcher le développement d'un arsenal nucléaire iranien. Pour la France, Alain Juppé n'a pas condamné le principe d'une intervention mais a déclaré qu'elle serait « pire que le mal » et « nous entraînerait dans une spirale non maîtrisable ». L'Allemagne a, quant à elle, rejeté le principe même d'une discussion sur d'éventuelles frappes, estimant qu'elle serait « contre-productive ».

Le ministre suédois Carl Bildt a jugé, de son côté, qu'il fallait au préalable examiner dans le détail le rapport de l'AIEA, qui n'irait, selon lui, « pas aussi loin » que certains l'affirment. Quant à la Pologne, qui exerce la présidence tournante de l'Union, elle prévient, par la voix d'un diplomate de haut rang, qu'elle ne participera à aucune intervention car « cette partie du monde n'a pas besoin d'une guerre supplémentaire ».

Confrontée à cette palette de commentaires pour le moins éten-

due, Catherine Ashton, le chef de la diplomatie européenne, est censée définir une position commune. Elle s'en tire en évoquant pour l'instant sa « vive préoccupation » et la nécessité de durcir les sanctions contre Téhéran. Sur ce point au moins, les Vingt-Sept se rejoignent mais ils ont décidé d'attendre leur prochaine réunion, le 1^{er} décembre, pour approuver un nouveau train de mesures que préparent les services de M^{me} Ashton. Il s'ajoutera à celles qui visent déjà des dirigeants du régime et une centaine de firmes iraniennes dont les avoirs sont gelés tandis qu'une interdiction frappe, depuis seize mois, les investissements dans les secteurs du pétrole et du gaz.

Miser sur le bon sens

Les sanctions comme moyen d'éviter « toute intervention irréparable », selon la formule de M. Juppé ? Et comme un moyen de ramener l'Iran à la table des négociations, ainsi que l'espère encore M^{me} Ashton ? En coulisses, de nombreux diplomates ne cachent plus leur scepticisme. Ils soulignent que, depuis 2007, le régime iranien n'a pas semblé très affecté par des décisions qui se sont ajoutées à quatre séries de mesures financières et économiques adoptées par les Nations unies — où Moscou et Pékin s'opposent désormais à de nouveaux pas en avant.

Certains responsables ne peuvent donc plus miser que sur le bon sens pour forger une opinion internationale commune : « Je ne peux m'imaginer que la Russie et la Chine ont intérêt à ce que l'Iran dispose d'une bombe nucléaire », déclare ainsi le ministre luxembourgeois Jean Asselborn. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

La France nie le versement d'une rançon au Yémen

Libérés après cinq mois de captivité, les otages français de l'ONG Triangle ont regagné Paris

Les trois otages français enlevés en mai au Yémen sont arrivés en France lundi 14 novembre, après une captivité de plus de cinq mois. Ils ont été accueillis à Paris par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé. Ce dernier avait démenti auparavant le versement d'une rançon évoquée par des sources yéménites en contrepartie de la libération des trois Français qui avait été annoncée dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 novembre. « La France a pour principe de ne pas payer de rançon pour des raisons d'Etat, bien sûr », avait assuré M. Juppé.

Spécialistes d'agronomie, les trois otages français travaillant pour l'ONG Triangle génération humanitaire avaient été enlevés le 28 mai à Seyoun, dans la province de l'Hadramout. Selon de bons connaisseurs du dossier, ils auraient été la cible d'un groupe directement lié à Al-Qaïda pour la Péninsule arabique (AQPA), la filiale de la nébuleuse djihadiste constituée en février 2009 à partir de groupes yéménites et saoudiens, ou bien enlevés par un autre groupe qui les aurait ensuite sous-traités à un responsable important d'AQPA, Fahd Al-Qoussa, implanté dans la province de Shabwa. Contrairement à cette zone, l'Hadramout n'est pas considéré en effet comme un bastion djihadiste. Une fois les trois Français parvenus dans les mains de Fahd

Al-Qoussa, une médiation aurait été ouverte par des chefs de la grande tribu des Awaleq qui contrôle le sud de la province de Shabwa et dont était issu le prédateur américano-yéménite Anouar Al-Awlaqi, tué par une frappe de drone américain le 30 septembre. Figure charismatique du djihadisme, Anouar Al-Awlaqi ne figurait pas dans l'organigramme d'AQPA, selon le spécialiste des mouvements djihadistes Dominique Thomas, de l'Institut des hautes études en sciences sociales, qui analyse le rapt et la libération comme la preuve d'une stratégie d'implantation territoriale d'AQPA.

Après la transmission d'une vidéo attestant de la bonne santé des otages français il y a environ trois semaines, la médiation tribale aurait été conclue avec l'aide d'un homme d'affaire implanté à Oman, un pays voisin qui compte une très importante et très influente diaspora yéménite. C'est par son truchement, sans que l'on puisse affirmer qu'aucune somme d'argent n'a été versée en échange, que les trois Français ont pu quitter la région où ils étaient retenus pour le sultanat d'Oman.

Un périple qui atteste un peu plus de la déliquescence du pouvoir yéménite, paralysé par la contestation qui vise le président Ali Abdallah Saleh, qui n'a pas joué le moindre rôle dans cette crise. ■

GILLES PARIS

L'usage des scanners corporels dans les aéroports de l'Union sera autorisé mais sévèrement encadré

La Commission européenne a fixé des règles d'utilisation de ces appareils

Bruxelles
Bureau européen

La Commission européenne a proposé, lundi 14 novembre, un cadre légal pour l'utilisation des scanners corporels dans les aéroports de l'Union. Pour l'occasion — et le symbole —, ils sont désormais rebaptisés « scanners de sécurité ».

Le texte, qui sera appliqué dès décembre, autorise l'usage de ces appareils à certaines conditions et fixe des règles communes pour le respect de la santé et de la vie privée. Depuis une tentative d'attentat sur un vol Amsterdam-Detroit, le 25 décembre 2009, les Etats ont agi en ordre dispersé.

Certains (Royaume-Uni, Pays-Bas) ont déjà recours aux scanners, d'autres s'y opposent, d'autres encore (parmi lesquels la France et l'Allemagne) ont testé

des appareillages en attendant des règles communes. Chaque pays restera, en fait, libre d'adopter ou non les scanners dits « de sécurité ». Slim Kallas, commissaire aux transports, affirme qu'ils « ne sont pas une panacée, mais offrent une

Les usagers devront marquer leur accord pour être « scannés ». S'ils refusent, ils seront soumis à un détecteur

réelle occasion de renforcer la sécurité des passagers » et peuvent s'avérer plus précis que les techniques actuelles pour détecter des objets métalliques ou non métalliques. Ils permettent aussi de limiter l'usage des fouilles corporelles.

Le projet de Bruxelles vise à interdire la conservation, la copie ou l'impression des images obtenues, l'accès à celles-ci devant être strictement réglementé. Les images devraient, en outre, rester anonymes, et les personnes chargées de les contrôler seront placées dans un local séparé du lieu de contrôle. Elles ne pourront donc pas établir de lien avec tel ou tel passager.

Les usagers devront marquer leur accord pour être « scannés ». S'ils refusent, ils seront, comme aujourd'hui, soumis à un détecteur et, le cas échéant, à une fouille. Seuls les scanners n'utilisant pas de rayons X seront autorisés, comme le réclamaient les eurodéputés, et toutes les techniques futures devront être conformes aux standards européens.

En 2009, Omar Farouk Abdulmuttalab, un jeune Nigérian converti au radicalisme terroriste,

J.-P.S.